

## 20200327 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/la-position-delicat-de-la-metropole-de-lyon-apres-l-evacuation-d-un-camp-de-mineurs>

Actualité



Une trentaine de jeunes demandant à être reconnus comme mineurs, et à ce titre à être pris en charge par la collectivité, ont manifesté ce lundi devant la Métropole de Lyon. (Photo Hadrien Jame)

## La position délicate de la Métropole de Lyon après l'évacuation d'un camp de mineurs

- 27 mars 2023 A 16:23
- par [Hadrien Jame](#)
- [2 Commentaires](#)

*Le 26 mars, un campement de fortune installé par une trentaine de mineurs isolés devant l'hôtel de la Métropole de Lyon a été évacué par les forces de l'ordre à la demande de la collectivité. Une situation qui place l'exécutif dans une position délicate.*

Installés dans des tentes devant l'hôtel de la métropole de Lyon, dans le 3e arrondissement, une trentaine de jeunes se présentant comme mineurs isolés ont été évacués dimanche 26 mars. "Sans aucune négociation possible, la Métropole de Lyon a demandé à la préfecture d'Auvergne-Rhône-Alpes de démanteler le campement de mineurs isolés installé dans l'après-midi devant ses locaux", dénonce le collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse.

**"Votre groupe politique s'émeut de la répression policière des manifestants contre la réforme des retraites est vous faites appel hier soir à la préfecture de police pour évacuer une vingtaine de gamins et quelques militants associatifs"**

**Nathalie Perrin-Gilbert, Lyon en commun, adjointe au maire de Lyon**

Ce lundi matin, en marge du conseil métropolitain, ces jeunes accompagnés par des membres des collectifs qui les soutiennent sont revenus devant l'hôtel de la Métropole pour demander à être reçus par le président de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard. "Monsieur Bernard, nous ne sommes pas violents, nous ne sommes pas méchants" cri l'un d'eux mégaphone à la main,

dans l'espoir que ses mots atteignent l'élus EELV situé dans le bâtiment à quelques mètres de là.

*Lire aussi : [A Lyon, les politiques changent, les sans-abri restent](#)*

## **Malaise au sein de la majorité ...**

Dans l'hémicycle, certains élus de gauche siégeant pourtant dans la majorité ne manquent pas de pointer du doigt la décision de l'exécutif d'évacuer ces jeunes. *"Votre groupe politique s'émeut de la répression policière des manifestants contre la réforme des retraites est vous faites appel hier soir à la préfecture de police pour évacuer une vingtaine de gamins et quelques militants associatif. Alors qu'ils voulaient nous interpeller sur le sujet des mineurs non accompagnés dans notre métropole. Nous ne pouvons critiquer à juste titre le gouvernement français sans être cohérent avec nous même dans notre manière de gouverner la Métropole"*, déplore ainsi Nathalie Perrin-Gilbert, élue Lyon en Commun et adjointe au maire de Lyon.



L'évacuation du camp de mineurs sur demande de l'exécutif a fait vivement réagir certains élus de la majorité. (Photo Hadrien Jame)

Sorti à la rencontre des jeunes quelques minutes avant que le conseil métropolitain n'entame son débat sur le « Projet métropolitain des solidarités », Florestan Groult, élu de la Métropole Insoumise et vice-président aux sports, confie *"regretter cette décision"* de l'exécutif dans lequel il siège. *"La Métropole de Lyon fait indéniablement des efforts, mais manque de transformer l'essai, faute d'un bond quantitatif de moyens d'accueil. [...] Vouloir cacher cette réalité, qui montre que les politiques publiques de la Métropole de Lyon ne sont pas encore suffisantes malgré nos efforts, n'est pas acceptable. La rue est la même devant la Métropole ou ailleurs. Et c'est là qu'ont dormi les jeunes hier soir"*, insiste l'élus Insoumis.

## **... jusque dans l'exécutif**

Ces jeunes, *"sont des mineurs en recours qui attendent d'être reconnus mineurs en France"*, explique le collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse. Benjamin, militant au sein du collectif reconnaît que la Métropole de Lyon mène bien une action pour aider les jeunes, mais déplore

son insuffisance face aux besoins. *"100 places d'hébergement ont été créées pour accueillir ces jeunes mineurs en recours, mais ce n'est pas suffisant. Il faut leur permettre à tous d'avoir le droit de voir le juge des enfants et d'être accompagnés le temps de ce recours"*, détaille le membre du collectif, alors que la compétence de l'accompagnement des mineurs échoue à la Métropole de Lyon.

*"Je ne voudrais pas que la colère actuelle face oublier le dispositif que nous avons impulsé dès notre arrivée. Parce que c'est une énorme avancée"*

**Renaud Payre, vice-président en charge de l'Habitat et du logement social**



Renaud Payre, vice-président (EELV) de la Métropole de Lyon en charge du logement.

Dans l'entourage du président de la Métropole de Lyon on glisse que les associatifs et les jeunes qui le souhaitent seront reçus dans la journée pour leur expliquer le travail mené par la collectivité. Ce que nous confirme, Renaud Payre, le vice-président en charge de l'Habitat et du logement social. Visiblement mal à l'aise avec la décision d'expulser les jeunes, avec laquelle il semble prendre ses distances sans toutefois le dire, l' élu n'a en revanche pas souhaité commenter cette décision, qui aurait été prise par le cabinet de Bruno Bernard selon le collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse.

## **Un flou juridique délicat**

Conscient d'être face à une situation plus que délicate pour un exécutif de gauche, d'autant plus lorsqu'il se revendique "Métropole accueillant et hospitalière" l'ancien-président de Science Po Lyon souffle *"je ne voudrais pas que la colère actuelle fasse oublier le dispositif que nous avons impulsé dès notre arrivée. Parce que c'est une énorme avancée"*. En toile de fond, la création de la Station, ce lieu d'accueil pour les jeunes ayant déposé un recours après la non-reconnaissance de leur minorité par la Métropole de Lyon. *"On est sur un site unique où l'État et la Métropole financent plus de 100 places pour des jeunes en recours. Aucun autre département ne l'a fait\*, mais on voit que ça ne suffit toujours pas, c'est bien ça le désespoir"*, explique Renaud Payre. En attendant de pouvoir accueillir les jeunes évacués au sein de la Station, l' élu leur enjoint donc de se rapprocher de la Maison de la veille sociale pour trouver une solution d'hébergement.

*"On sait qu'à la fin de leur recours plus de 80% des jeunes vont être reconnus mineurs et placés à l'aide sociale à l'enfance"*

**Benjamin, membre du collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse**

Les services de la collectivité insistent sur le fait que le dispositif de la Station a été créé "*hors leur compétence*", pour pallier une "*zone grise du droit*" dans laquelle se trouvent ces jeunes, en espérant voir la création d'un véritable statut par l'État qui viendrait reconnaître et accompagner la "*présomption de minorité*". Un sujet d'autant plus pressant que, selon Benjamin, "*on sait qu'à la fin de leur recours plus de 80% des jeunes vont être reconnus mineurs et placés à l'aide sociale à l'enfance*".

**Lire aussi :** [Hébergement des sans abris : Lyon envisage de poursuivre l'État](#)

---

*\*Deux lieux pouvant s'apparenter à la Station de la Métropole de Lyon existent en France, mais ils ne sont pas gérés par un duo État/collectivité locale. À Paris, l'État finance un lieu pouvant accueillir 40 jeunes ayant déposé un recours de minorité et à Marseille une association assure l'accueil de 20 jeunes se trouvant dans cette situation.*